



BRÈVES ÉCONOMIQUES

DE SUISSE ET DU LIECHTENSTEIN

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE

DE BERNE

N° 120 – 7 juillet

Faits saillants

- L'inflation sous la cible des 2 % en juin, une première depuis janvier 2022
- Lancement de l'initiative contre une Suisse à 10 M d'habitants
- Accord sur le gaz entre la Suisse et l'Italie

Macroéconomie

Inflation : En juin, le taux d'inflation a décéléré à +1,7 % en glissement annuel (g.a), après +2,2 % en mai, tirant avantage du net fléchissement du taux d'inflation sous-jacente et de la réduction des tarifs de l'énergie. Sur le 2^{ème} trimestre, le taux moyen d'inflation s'élève à +2,1 % en g.a. Pour les prochains mois, les pressions inflationnistes devraient néanmoins persister compte-tenu de (i) la hausse attendue des loyers en lien avec le rehaussement du taux hypothécaire de référence (ii) de l'augmentation de 0,4 point du taux de TVA ordinaire au 1^{er} janvier prochain et (iii) d'une nouvelle augmentation des tarifs régulés de l'électricité en 2024 (+12 % en moyenne escomptée). A cette fin, la Banque nationale suisse (BNS) pourrait décider d'une nouvelle augmentation des taux lors de la prochaine réunion du comité monétaire le 21 septembre. Sur l'ensemble de l'année, le taux d'inflation devrait demeurer au-dessus des +2 %, à +2,2 % selon la BNS, avant de possiblement ralentir quelque peu en 2024, avant tout du fait d'un effet-base favorable.

Balance des paiements : Au 1^{er} trimestre 2023, la balance des transactions courantes de la Suisse a affiché un excédent de 16 Mds CHF, en recul de 5 Mds sur un an. Ce repli en rythme annuel est dû à (i) la vente de réserves de devises par la BNS (diminution nette de 9 Mds pour les actifs financiers) et (ii) la réduction des engagements des banques commerciales envers leur clientèle et les banques à l'étranger. La position extérieure nette du pays s'est établie à 768 Mds CHF, en progression de +5,6 % en rythme trimestriel.

Marché du travail : Le 19^{ème} rapport de l'Observatoire sur la libre circulation des personnes relève que l'immigration en provenance de l'UE a été essentielle à la Suisse pour limiter les effets du déficit démographique sur son marché du travail. Depuis 2002, la libre circulation des personnes a permis aux entreprises suisses, non seulement d'attirer des spécialistes de l'UE hautement qualifiés mais aussi de pallier le manque de main-d'œuvre pour les professions aux niveaux de qualification inférieurs (ex : artisanat, services à la personne) à la suite de la contraction de l'offre indigène. A l'avenir, la croissance de la population active suisse reposera encore sur l'immigration de travail, pour laquelle l'attractivité du pays reste intacte.

A l'opposé de ces constats, l'Union démocratique du centre (UDC) a officiellement lancé ce 1^{er} juillet la collecte des signatures pour son « initiative pour la durabilité », visant à freiner la croissance démographique du pays – une menace pour les milieux économiques suisses comme pour la relation avec l'UE. Le parti souverainiste propose des mesures graduelles si la Suisse devait être amenée à franchir la barre des 10 millions d'habitants d'ici à 2050. Dès que le pays atteindrait plus de 9,5 millions de résidents permanents, le Conseil fédéral et le Parlement devraient alors limiter l'asile et le regroupement familial. Si le seuil de 10 millions venait à être franchi et dépassé durant deux années consécutives, le Gouvernement devrait dénoncer l'accord sur la libre-circulation des

LES CHIFFRES À RETENIR

	Au 06/07	Var. vs 29/06
EUR/CHF	0,9751	-0,4 %
USD/CHF	0,8969	+0,1 %
SMI	10 987	-1,7 %
Taux 10a	0,932 %	+4 pb

personnes avec l'UE. En lançant cette initiative, ciblant de façon habile au plan politique l'angle du développement durable, l'UDC espère faire de ce débat sensible l'une des thématiques centrales des élections fédérales d'octobre.

Conjoncture : Après deux reculs mensuels consécutifs, l'indicateur de la situation des affaires, mesuré par le Centre de recherches conjoncturelles (KOF) de l'ETH Zurich pour appréhender la situation conjoncturelle des entreprises en Suisse, s'est redressé en juin, à 21,8 points, soit +0,3 en rythme mensuel). L'embellie est ressentie dans la construction et les services financiers, qui compensent les replis de l'industrie manufacturière (chute des commandes) et du commerce de détail (faiblesse des ventes). Corrélé avec le baromètre conjoncturel, l'indicateur fait toutefois état d'une conjoncture en net ralentissement: la situation économique en Suisse apparaît certes supérieure à la moyenne mais les perspectives d'évolution de l'activité y sont inférieures.

Commerce extérieur : Les récentes statistiques de l'Office fédéral des douanes et de la sécurité aux frontières (OFDF) révèlent une mutation de la structure des exportations suisses au cours des vingt dernières années, les produits MEM (machines, électroniques et métaux) reculant nettement au profit des produits chimiques et pharmaceutiques: les premiers représentaient 46 % des ventes totales en 1998 contre 26 % aujourd'hui, alors que la part de l'industrie pharmaceutique est passée de 29 % à 48 % sur cette même période. Si la Suisse était historiquement un exportateur net de machines et produits électroniques, les importations de ces produits ont dépassé pour la première fois les exportations en 2020. En 2022, le secteur MEM a enregistré un déficit commercial de 3,2 Mds CHF.

Secteur financier

Crédit Suisse/UBS : Considérant que la valeur de Crédit Suisse avait été bradée lors du rachat par UBS - les actionnaires de CS ayant reçu une action UBS pour 22,48 titres Crédit Suisse soit 0,77 CHF/action, portant l'opération totale à 3 Mds CHF contre une valeur boursière de 7,4 Mds CHF à la clôture le 17 mars-, la société juridique LegalPass a lancé mi-juin un appel aux actionnaires de la banque aux deux voiles afin d'intenter une action en justice et exiger un contrôle du prix d'échange, comme le leur permet la loi sur les fusions. LegalPass a annoncé cette semaine disposer des fonds suffisants pour lancer une plainte collective, espérant sur la durée obtenir un dédommagement de la part d'UBS, défini selon le prix par action qui serait retenu par le tribunal.

Gestion de fortune : Alors qu'UBS pourrait réduire de 30 % son effectif mondial, soit 35 000 personnes, suite au rachat de Crédit Suisse, le groupe s'est lancé dans une campagne de recrutement pour renforcer ses activités de gestion de fortune outre-Atlantique. Devenu 2^{ème} gestionnaire de fortune mondial et leader du marché en Europe et en Asie, UBS n'arrive qu'en 4^{ème} position aux Etats-Unis, où la gestion de fortune des ultra-riches, en forte croissance, reste dominée par les grandes banques américaines. Cœur historique de son activité - selon les analystes, 63 % des bénéfices d'UBS devraient être générés par la gestion de fortune d'ici 4 ans-, la division Wealth Management a recruté au 1^{er} trimestre 2023 une cinquantaine de conseillers financiers en provenance de Merrill Lynch, Citigroup ou Wells Fargo.

Concurrence : La Commission suisse de la concurrence (COMCO) a ouvert deux enquêtes contre Visa et Mastercard afin de rechercher des solutions de long terme pour les commissions d'interchange perçues par les deux géants des systèmes de paiement à chaque utilisation de leurs cartes de débit. La COMCO avait initialement autorisé Visa et Mastercard à prélever une commission auprès des entreprises acceptant le paiement par carte pour chaque utilisation des cartes de débit nouvellement émises sur le marché suisse par les deux sociétés, jusqu'à ce que celles-ci atteignent chacune 15 % de part de marché - ce qui est désormais le cas.

Secteurs non financiers

Energie : En négociation depuis 2022, la Suisse et l'Italie ont signé cette semaine un accord visant à sécuriser l'approvisionnement en gaz naturel. Les fournisseurs suisses pourront acheter du gaz auprès de l'entreprise italienne semi-publique ENI en cas de pénurie, la Confédération craignant une potentielle interruption des livraisons de gaz depuis l'Allemagne.

En prévision du prochain hiver, les autorités ont par ailleurs acté la hausse de la réserve nationale d'hydroélectricité de 152 GWh, pour un montant de 23 M EUR. Les coûts liés à l'indemnisation des centrales participantes sont couverts par l'ensemble des consommateurs d'électricité suisses. Pour rappel, une première tranche de 165 GWh avait été acquise en mai dernier pour 27 M EUR. La réserve hydroélectrique garantit un niveau de remplissage suffisant des lacs de barrages pour assurer une autonomie électrique de quelques semaines, dans le contexte de crise énergétique et d'absence d'accord sur l'électricité avec l'UE.

Tourisme : Les statistiques du tourisme pour l'année 2022 indiquent un redressement significatif des flux internationaux après deux années de crise sanitaire. Les recettes (visiteurs étrangers en Suisse), 16,6 Mds CHF (+48 % en glissement annuel), restent toutefois inférieures aux dépenses des résidents suisses en voyage à l'étranger, 16,8 Mds CHF, engendrant ainsi un déficit de balance touristique internationale de 201 M CHF.

Cybersécurité : Le Préposé fédéral à la protection des données et à la transparence (PFPDT) a ouvert une enquête contre l'Office fédéral de la police (Fedpol) et l'Office fédéral des douanes et de la sécurité des frontières, plusieurs indices de violations potentiellement graves des dispositions sur la protection des données ayant été mis au jour. Il s'agit en particulier des modalités de la collaboration entre les deux offices fédéraux et le fournisseur de logiciels Xplain qui sont visées. Pour rappel, l'attaque par rançongiciel subie par Xplain le mois dernier a conduit à un important vol de données de la Confédération. Un état-major de crise fédéral a été mandaté cette semaine pour gérer les conséquences de la fuite de données et formuler des propositions de mesures afin de prévenir une nouvelle attaque.

Recherche : Les universités suisses perdent des places dans le classement international établi par la société britannique Quacquarelli Symonds. Si l'Ecole polytechnique fédérale de Zurich (ETH) se maintient au premier rang des universités européennes (7^{ème} mondiale), sa jumelle francophone de Lausanne recule de 20 places, se classant désormais 36^{ème} au niveau mondial. Cette chute reste à relativiser car les méthodes de calcul de classement ont récemment changé, limitant *de facto* la comparabilité avec les années antérieures.

Par ailleurs, la Suisse vient de signer un accord avec l'Espagne pour renforcer leur coopération en matière de recherche et d'innovation. La stratégie d'accords bilatéraux de la Confédération vise notamment à préserver la compétitivité mondiale de la Suisse après sa relégation au statut de pays tiers non-associé au sein du programme communautaire Horizon Europe (2021-2027).

La Direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international